



Que savons-nous du vote RN ?

Intervention de Christophe Voilliot (politiste) à l'assemblée fondatrice de la Coalition des résistances artistiques, culturelles et scientifiques | Montreuil, 30 mai 2026

Au risque de vous surprendre, je dirais que **nous savons beaucoup de choses aujourd'hui sur le FN** (devenu RN), son histoire, son organisation et sa résistible progression électorale. Les sciences sociales dans leur ensemble n'ont pas démerité et ont produit des analyses à la fois riches et nombreuses, même si elles ne sont pas nécessairement convergentes. Pour vous en convaincre, permettez-moi de vous renvoyer à une synthèse récente et à ses robustes conclusions¹. Ces travaux, il est bien entendu indispensable de se les approprier et d'en tirer des leçons pour l'action.

La menace que fait peser aujourd'hui sur nous le RN est avant tout électorale ; c'est la contrepartie de la forme présente de ce parti : le RN n'est ni un parti de classe, ni un parti de masse, mais ce que la science politique désigne comme un parti « attrape-tout » susceptible d'agrèger des groupes variés d'électorales et d'électeurs. Il n'existe donc pas à proprement parler d'électorat RN que l'on pourrait caractériser en bloc, ni de portrait-type de l'électrice ou de l'électeur RN. Pour reprendre la notion élaborée par D. Gaxie, c'est à un « conglomérat électorale » que nous avons affaire². Cette hétérogénéité apparente est parfois décrite au prisme d'une opposition nord/sud, qui n'est en fait que

le prolongement contemporain d'un schème « culturaliste » qui remonte au XIXe siècle. Cette hétérogénéité des entreprises partisans a été mise en évidence par l'analyse localisée des partis politiques dans le prolongement des travaux de F. Sawicki sur le PS ou de Julian Mischi sur le PCF, elle n'est donc pas une propriété spécifique du RN.

Compte-tenu de la différenciation sociale que nous pouvons mesurer dans la société française aujourd'hui, et dans le corps électorale, **il est impossible à un.e candidat.e ou à un parti politique de prétendre s'imposer dans le cadre d'une élection présidentielle en prétendant représenter un seul groupe social ou une seule classe sociale**. Face à cette contrainte objective qui affecte le mécanisme de la représentation politique, au sens de P. Bourdieu, les prétendant.e.s vont avoir recours à des stratégies charismatiques où le contenu programmatique et la cohérence idéologique passent au second plan. Là encore, ce n'est pas une spécificité du RN ; Emmanuel Macron n'a pas procédé autrement en 2017. Dans ces conditions, la progression électorale du RN tient beaucoup à sa capacité à imposer dans la durée de nouveaux enjeux dans le débat public (l'immigration, l'insécurité, l'écologie punitive, le wokisme, les éoliennes³, etc...) et à contraindre ses

-
- 1 Bernard Pudal et Patrick Lehingue, *Du FN au RN, les raisons d'un succès*, PUF, 2026. Voir aussi Safia Dahani, Estelle Delaine, Félicien Faury et Guillaume Letourneur (dir.), *Sociologie politique du Rassemblement national*, Presses universitaires du Septentrion, 2023.
 - 2 Daniel Gaxie, « Des penchants vers les ultra-droites », in Annie Collovald et Brigitte Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation politique*, La Dispute, 2004.
 - 3 Jimmy Grimault, Tristan Haute, Leny Patinaux et Pierre Wadlow, « Les voix du vent. Développement éolien et vote aux élections régionales dans les Hauts-de-France », *Mouvements*, n° 118, 2024.

concurrents à prendre position sur ces enjeux, nonobstant le caractère factice des menaces mises en avant.

Ces précisions rappelées, j'en viens maintenant au cœur de mon propos : quels sont les explications les plus vraisemblables du vote RN aujourd'hui ?

1/ Le vote pour le RN n'est que marginalement l'expression d'un vote d'opinion en faveur d'une extrême-droite radicale ou néo-fasciste. Les votes pour ce parti ; et celui qui l'a précédé (le FN), furent et sont toujours, comme la grande majorité des votes, des votes « désinvestis »⁴ et intermittents, souvent précédés ou prolongés par des formes d'exit et de méfiance vis-à-vis des professionnels de la politique qui se traduisent le plus souvent par l'abstention.

2/ Le RN n'est pas le « nouveau parti de la classe ouvrière ». Cette équation dérive d'un biais d'analyse introduit en son temps par P. Perrineau à qui l'on doit l'expression inconséquente de « gaucholepénisme »⁵ à l'origine, entre autres travaux, d'un véritable mythe politologique⁶. La dégradation objective des conditions de vie et de travail des classes populaires a eu comme principale conséquence une augmentation massive de l'abstention électorale en leur sein. Lors du 1^{er} tour des élections législatives de 2022, 16 % des ouvriers ont voté pour l'extrême-droite, mais 63 % se sont

abstenus ; 11.75 % des employés ont voté pour l'extrême-droite, mais 62 % se sont abstenus⁷.

3/ L'analyse spatiale des votes RN ne permet pas de faire du lieu de résidence une explication satisfaisante⁸ – à l'inverse des analyses pseudo-savantes sur la « France périphérique » qui retraduisent maladroitement des inégalités sociales en inégalités territoriales⁹. L'enquête de terrain réalisée par V. Girard dans la périphérie de l'agglomération lyonnaise montre certes que les votes RN se concentrent sur les fractions stables ou en ascension sociale des catégories populaires, en quête de « respectabilité sociale », qui aspirent à une forme de stabilité professionnelle, résidentielle et même... conjugale. Ces dynamiques sociales engendrent des formes spécifiques de rapport à la politique : le choix du péri-urbain résidentiel étant le plus souvent la conséquence d'une stratégie de distinction sociale vis-à-vis des plus défavorisés que l'on peut appréhender à travers le concept de « conscience sociale triangulaire » que l'on doit à O. Schwartz¹⁰. Dans leur souci de se différencier des classes populaires, ces ménages vont alors s'identifier aux classes moyennes indépendantes (artisans, petits patrons) et à leur défense d'un ordre social réifié [dont le mythe des « trente glorieuses » est un des avatars].

4 Daniel Gaxie, « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, n° 22, 1993.

5 Pascal Perrineau, « La dynamique du vote le Pen : le poids du "gaucholepénisme" », in Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le Vote de crise : l'élection présidentielle de 1995*, Presses de Sciences-Po, 1995.

6 Annie Colloval, *Le « populisme » du FN. Un dangereux contresens*, Editions du Croquant, 2004 ; Emmanuel Pierru, « Les ouvriers, le vote et le FN. Misères de la politologie », *savoir/agir*, n° 58, 2021.

7 Patrick Lehingue, « Que savons-nous des votes des classes populaires ? », in Louise Gaxie (dir.), *Les classes populaires à l'écart du politique ?* Fondation Gabriel-Péri, 2023, tableau V.

8 Violaine Girard, *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Editions du Croquant, 2017.

9 Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a fracturé les classes populaires*, Flammarion, 2014.

10 Olivier Schwarz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées*, 22 septembre 2009 [En ligne].



4/ La variable sociologique la plus prédictive du vote RN est le niveau de diplômes. La relation quasi-linéaire que l'on peut observer est d'ailleurs une des caractéristiques de l'ensemble des partis d'extrême-droite en Europe. En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, 11 % des diplômé.e.s d'un 3^{ème} cycle de l'enseignement supérieur ont voté pour M. Le Pen, contre 25 % des bachelier.e.s et 37 % des titulaires d'un CAP ou BEP. Cette relation est en apparence paradoxale, car l'élévation générale du niveau d'éducation aurait logiquement dû représenter un frein à la progression de l'extrême-droite, à l'instar de ce que l'on constate dans les métropoles¹¹. Cela doit nous inciter à nous interroger sur les inégalités et les discriminations produites par l'institution scolaire, aggravées par les réformes récentes, et à leurs effets politiques. L'étude des parcours et des expériences scolaires montre comment, confrontés à l'échec et à des orientations subies, les élèves font l'expérience d'un mépris de classe¹² qui peut se traduire par des rapports « d'évitement à la culture la plus légitime »¹³ que l'extrême-droite se fait fort de transformer en ressentiment durable vis-à-vis de ceux qui l'incarnent (les enseignants, les professionnels de la culture, etc.).

5/ Les transformations que l'on peut observer dans le monde du travail¹⁴, à condition de ne pas s'en tenir à des généralités sur les conséquences de la mondialisation, peuvent expliquer pourquoi des salariés peuvent être tentés par un bulletin de vote « Le Pen » ou « Bardela ». Ces transformations dans le monde du travail et « l'insécurité sociale »¹⁵ qui en résulte ont souvent des prolongements dans la dégradation des sociabilités populaires. L'anomie sociale est en effet un puissant carburant des votes « protestataire » en milieu populaire¹⁶. Le vote est plus un acte collectif qu'un geste individuel, dès lors – comme l'avaient montré les premiers travaux de l'école de Columbia dans les années quarante aux EU – il est nécessaire de tenter de comprendre ce qui se joue au sein des groupes primaires. L'enquête réalisée dans le Vaucluse par C. Marchand-Largier montre ainsi le poids des sociabilités conjugales, familiales et amicales dans la préférence pour le RN¹⁷. Des travaux récents mettent également en évidence l'absence d'autonomie et de possibilité de participer aux décisions dans son travail comme des facteurs augmentant la probabilité du vote RN chez les salarié.e.s¹⁸.

11 Jean Rivière, *L'Illusion du vote bobo. Configurations électorales et structures sociales dans les grandes villes françaises*, Presses universitaires de Rennes, 2022.

12 Nicolas Renahy et Pierre-Emmanuel Sorignet (dir.), *Mépris de classe (l'exercer, le ressentir, y faire face)*, Editions du Croquant, 2021.

13 Bernard Pudal et Patrick Lehingue, *Du FN au RN... op. cit.*, p. 451.

14 Thierry Berthet et Delphine Mercier (dir.), *Le travail et la société française. 30 ans de recherche en sciences humaines et sociales*, CNRS Éditions, 2025 ; Danielle Linhardt, *La comédie humaine du travail, de la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Erès, 2015 ; Bruno Palier (dir.), *Que sait-on du travail ?* Presses de Sciences-Po, 2024

15 Robert Castel, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?* Le Seuil, 2009.

16 Benoît Coquard, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2019.

17 Christèle Marchand-Largier, *Le Vote FN. Pour une sociologie localisée des électors frontistes*, De Boeck Supérieur, 2017.

18 Thomas Coutrot, « Le bras long du travail. Conditions de travail et comportements électoraux », *Document de travail de l'IREC*, 2024 ; Baptiste Giraud, « Les contextes de travail font-ils le vote ? Éléments de réflexion à partir du cas des classes populaires », in Alcov, *Les contextes du vote*, Presses universitaires du Septentrion, 2025 ; Luc Rouban, *Les ressorts cachés du vote RN*, Presses de Sciences-Po, 2024.

6/ Pour contourner l'obstacle que représente l'impossibilité d'utiliser des variables ethniques dans les enquêtes statistiques en France, les enquêtes ethnographiques sont indispensables. Celle réalisée par F. Faury dans la région PACA¹⁹ montre à quel point **les inégalités sociales peuvent être appréhendées par certains de nos concitoyens au prisme d'un clivage racial** à partir du moment où les classes populaires les plus précarisées se trouvent à proximité des derniers arrivants et soumis à des formes de concurrence sur le marché du travail²⁰, sur le marché du logement, sur le marché scolaire, etc. Pour autant, ce serait un contresens de résumer le vote RN à un

vote raciste. Comme l'a montré G. Mauger, lorsque les classes populaires se heurtent à des obstacles matériels et symboliques dans leur « quête de respectabilité », elles peuvent être réceptives à des discours sur l'immoralité supposée des « outsiders »²¹ qui, dans une société post-coloniale comme la nôtre, sont le plus souvent identifiés comme des minorités racisées. Si cette racialisation des statuts sociaux est en soi problématique, et doit être combattue, elle ne saurait pour autant être confondue avec une adhésion pleine et entière à l'idéologie du « grand remplacement » telle qu'elle est théorisée par les idéologues de la droite radicale.

Christophe VOILLIOT



Figure 1: Assemblée fondatrice de la CRACS, intervention de Christophe Voilliot (Montreuil, 30 mai 2026)

19 Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême-droite*, Le Seuil, 2024.

20 Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, 1999 ; Clara Deville, *L'État social à distance. Dématérialisation et accès aux droits des classes populaires rurales*, Éditions du Croquant, 2023 ; Baptiste Giraud, « Le racisme : une déformation professionnelle ? Comment les expériences de travail façonnent le rapport au vote d'agentes de la CAF », in Éric Agrikoliansky, François Buton (dir.), *Les métamorphoses de la politisation*, PUF, 2025.

21 Gérard Mauger et Willy Pelletier (dir.), *Pourquoi tant de votes RN dans les classes populaires ?* Éditions du Croquant, 2023 (1^{ère} ed. 2016).